

Revue du Nouvel-Ontario

REVUE DU
NOUVEL-
ONTARIO

Francophonie et socioéconomie : quelles théories et quelles pratiques ?

Mireille McLaughlin, Rachid Bagaoui et Isabelle LeBlanc

Numéro 38, 2013

Francophonie et socioéconomie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1023656ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1023656ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut franco-ontarien

ISSN

0708-1715 (imprimé)

1918-7505 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

McLaughlin, M., Bagaoui, R. & LeBlanc, I. (2013). Francophonie et socioéconomie : quelles théories et quelles pratiques ? *Revue du Nouvel-Ontario*, (38), 11–21. <https://doi.org/10.7202/1023656ar>

Tous droits réservés © Institut franco-ontarien, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Francophonie et socioéconomie : quelles théories et quelles pratiques?

MIREILLE McLAUGHLIN

Université d'Ottawa

RACHID BAGAOUI

Université Laurentienne

ISABELLE LeBLANC

Université de Moncton

Dans l'appel de communication d'un colloque portant sur la problématique « Francophonie et économie », les auteurs posaient les questions suivantes : l'économie a-t-elle une langue? La francophonie une économie? Qu'il soit question de mouvement coopératif¹, d'économie sociale², de l'insertion des francophones dans l'économie mondialisante³ ou du développement économique fran-

¹ Jean Daigle, « Les Caisses populaires acadiennes : genèse de développement, 1930-1950 », *Communications historiques*, vol. 24, n° 1, 1989, p. 53-74; Joseph Yvon Thériault, « Acadie coopérative et développement acadien : contribution à une sociologie d'un développement périphérique et à ses formes de résistances », thèse de doctorat, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1981.

² Rachid Bagaoui, Donald Dennie et Nérée St-Amand, « Développement économique communautaire en Ontario français : tour d'horizon et questions », *Reflets. Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire*, vol. 5, n° 1, 1999, p. 8-15; David Welch, « Les Franco-Ontariens : la résistance comme mode de vie », *Reflets. Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire*, vol. 1, n° 1, 1995, p. 20-42.

³ Monica Heller et Normand Labrie, « Langue, pouvoir et identité :

cophone⁴, la question de l'économie revient fréquemment dans les écrits des chercheurs sur la francophonie.

Et pourtant, les analystes restent sur leur faim quand vient le temps d'explicitier les liens entre une économie, qui, souvent, semble échapper aux acteurs sociaux francophones et une francophonie qui se voudrait autonome et conscientisante⁵. Réfléchir à la francophonie à partir de la question de l'économie soulève autant de questions que de réponses. Peut-être en est-il ainsi parce que l'approche qui prime pour réfléchir à la francophonie est avant tout celle de la socialisation : des luttes scolaires aux questions de politiques linguistiques, les questions centrales du champ francophone sont celles de la mise en place et du contrôle d'institutions (famille, école, médias, droit, gouvernance) qui assurent la transmission de la langue et le maintien de la communauté francophone⁶. La perspective socialisante favorise une approche qui voit dans la protection du français la protection des commu-

une étude de cas, une approche théorique, une méthodologie », *Discours et identités : la francité canadienne entre modernité et mondialisation*, Fernelmont, Éditions modulaires européennes, 2003, p. 9-39; Lise Dubois, Mélanie LeBlanc et Maurice Beaudin, « La langue comme ressource productive et les rapports de pouvoir entre communautés linguistiques », *Langage et société*, n° 118, 2006, p. 17-42.

⁴ Éric Forges, Sylvie Giraud et Mario Paris, « La revitalisation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada : le cas du Réseau de développement économique et d'employabilité », *Francophonies d'Amérique*, n° 22, 2006, p. 57-72.

⁵ Rodrigue Landry, « Au-delà de l'école : le projet politique de l'autonomie culturelle », *Francophonies d'Amérique*, n° 26, 2008, p. 149-183.

⁶ Raymond Breton, « La communauté ethnique, communauté politique », *Sociologie et sociétés*, vol. 15, no 2, 1983, p. 23-38; Anne Gilbert et Marie Lefebvre, « Un espace sous tension : nouvel enjeu de la vitalité communautaire de la francophonie canadienne », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada*, Anjou, Fides, 2008, p. 27-72.

nautés francophones. Dans le régime socialisant, protéger le français amène à la mise en place d'espace où cette langue est la langue dominante, celle de l'espace publique ou scolaire. La raison économique, pour sa part, s'accommode plutôt bien du multilinguisme et d'une approche à la communauté francophone qui fait de son bilinguisme dominant une valeur marchandable dans une économie mondialisée⁷. La question de l'économie, en d'autres mots, est source de tension pour les communautés francophones et soulève des questions d'importance pour les chercheurs qui s'y intéressent.

Dans une approche socialisante à la question de la culture, l'économie pose problème pour plusieurs raisons. Les processus économiques capitalistes, de par leur nature compétitive et leur logique d'accumulation, tendent à favoriser les échanges outre les frontières culturelles des groupes⁸. L'idéologie économique contemporaine met l'accent sur la libéralisation des marchés et la mise en place de réseaux marchands mondiaux⁹. Cette idéologie, souvent nommée néolibérale, s'opère avant tout dans le champ des politiques publiques : c'est la vision du rôle de l'État dans la protection des marchés qui est transformée. Alors que dans la logique de l'État providence, l'État se devait de protéger les citoyens des aléas du marché économique, dans la logique contemporaine, la protection des citoyens est présentée comme passant par l'économie.

L'idéologie néolibérale, en mettant l'accent sur l'économie, pose défi aux politiques linguistiques qui, elles,

⁷ Monica Heller, « The Commodification of Language », *Annual Review of Anthropology*, vol. 39, 2010, p. 101-114.

⁸ Arjun Appadurai, *Modernity at Large: Global Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.

⁹ David Harvey, *Spaces of Global Capitalism: Towards a Theory of Uneven Geographical Development*, Brooklyn, Verso, 2006.

découlent de l'idéologie socialisante caractéristique de l'État providence. Au mieux, le néolibéralisme offre plus de pistes pour justifier l'intervention étatique et communautaire en matière de langue sur d'autres registres. En témoigne le fait qu'aux revendications et interventions en matière d'éducation, de santé, de droit et de culture s'est rajoutée le domaine du développement économique proprement francophone. Au pire, le néolibéralisme démantèle les assises des revendications collectivistes. Ceci aurait des effets sur deux plans. D'une part, on assisterait à une montée de l'individualisme qui aurait pour effet de dépoliticiser le projet politique francophone¹⁰. D'autre part, le néolibéralisme participerait d'une rationalisation qui rend les autres secteurs (éducation, santé, culture, gouvernance) vulnérables aux impératifs économiques des marchés économiques¹¹. Se pose alors la question des liens entre les groupes linguistiques et culturels et l'économie, ainsi que celle de savoir si l'économie peut être culturelle.

C'est dans ce contexte qu'une réflexion multidisciplinaire sur la francophonie et la socioéconomie est des plus pertinentes, et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, elle permet de saisir des enjeux de pointe qui touchent au processus de minorisation linguistique en contexte de mondialisation. Puis, elle ouvre des pistes sur la marche à suivre pour les chercheurs et les acteurs sociaux de la

¹⁰ Joseph Yvon Thériault et Martin Meunier, « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada*, Anjou, Fides, 2008, p. 205-238.

¹¹ Pepin et coll., ce numéro; Bagaoui, ce numéro; Yasmeen Abu-Laban et Christina Gabriel, *Selling Diversity: Immigration, Multiculturalism, Employment Equity and Globalization*, Toronto, University of Toronto Press, 2002; Mireille McLaughlin, « Par la brèche de la culture : le Canada français et le virage culturel de l'État canadien, 1949-1963 », *Revue internationale d'études canadiennes*, n° 45-46, 2012, p. 141-161.

francophonie : quels sont les enjeux identitaires de cette économie? Par quels moyens les francophones peuvent-ils tirer leur épingle du jeu? Finalement, la lunette de l'économie permet d'approfondir notre compréhension même de l'identité francophone : comment les acteurs francophones d'hier et d'aujourd'hui pensent-ils l'économie et quelles visions ont-ils de son avenir? Quels rôles y jouent l'école et la gouvernance? Ce sont là des questions sur lesquelles les auteurs de ce numéro se sont penchés.

Tout d'abord, le sociologue Simon Laflamme propose une « vision structurelle du devenir de la francophonie », qui place la francophonie au sein des transformations économiques en cours et non à leur merci. Il réfléchit à quatre types de dichotomie qui opèrent régulièrement dans les réflexions des chercheurs de la francophonie : économie/social, francophonie utilitaire/francophonie identitaire, économie capitaliste/économie coopérative, individuel/collectif. Adoptant une approche de la complexité, Laflamme rappelle « qu'il n'y pas de socialité en dehors de l'économie », que l'utilitaire et l'identitaire peuvent se côtoyer, que chaque type d'économie dépend de facteurs sociaux ancrés dans des contextes spécifiques et que ce qui caractérise la postmodernité n'est pas un individualisme asocialisant, mais la forme spécifique que prend la dialectique entre la différenciation sociale et le partage de pratiques et de croyances. Au fatalisme du destin francophone et d'une économie qui le dépasse, il propose le concept de « devenir » pour témoigner de l'inscription de la francophonie dans une histoire et une économie en cours. À une socialisation conscientisante francophone qui serait menacée par l'économie contemporaine, Laflamme propose un modèle de la complexité, où l'affirmation francophone peut, ou pas, être intention-

nelle, peut, ou pas, être différentielle, peut à la fois être individualiste et collectiviste.

Comprendre les liens entre la francophonie et l'économie implique donc comprendre son articulation non comme un tout homogène, mais comme un espace de débats, d'actions sociales et de participation à des structures sociales qui ont cours outre les frontières de la francophonie. Joel Belliveau ancre solidement l'économie au centre de l'évolution de la francophonie en étudiant les considérations économiques qui traversent les idéologies politiques d'une période déterminante de l'histoire de l'Acadie, soit la période de 1945 à 1975. Les leaders acadiens de l'époque ont tenu deux visions des liens entre l'économique et le social : l'une libérale, qui distingue l'appartenance culturelle et la participation économique; l'autre néonationaliste, qui lie les inégalités sociales à l'appartenance culturelle. La lunette de l'économie permet, dans ce texte, de mieux saisir l'articulation des revendications en matière de langue et de culture.

L'économie aurait, dans certains contextes, servi d'élément mobilisateur pour l'apparition de mouvements sociaux et de revendications à caractère culturel. Il est donc peu étonnant que l'économie et sa prise en charge par et pour les francophones soit l'un des thèmes centraux des deux textes qui suivent. C'est sous le registre de l'étude appliquée que Linda Cardinal, Marie-Hélène Eddie, Marc Johnson et Martine Plourde nous présentent l'analyse différenciée francophone, un outil de gouvernance qui permet de rendre visible les bénéfices sociaux et économiques de la prise en compte des différences sociales dans l'offre de services. Cet outil d'analyse vise l'égalité économique et symbolique réelle des communautés. Il s'agit donc ici d'un outil d'analyse adapté à

la collaboration entre les communautés francophones et les diverses instances gouvernementales. L'analyse différenciée permettrait la prise en compte des francophones dans le contexte du déficit démocratique attribuable au contexte minoritaire, à la bureaucratisation accrue¹² et à la montée du néocorporatisme¹³ en matière de gouvernance francophone.

L'éducation est un champ disciplinaire dans lequel se sont démarqués les chercheurs sur la francophonie – et avec raison. L'école joue un rôle central dans la reproduction des valeurs culturelles d'une communauté. Les idéologies économiques et leurs effets socialisants sont au centre d'un débat que nous lançent Matthias Pepin, Rino Levesque, Mathieu Lang et Kenneth Deveau. Dans ce texte multivocal, les auteurs nous présentent l'école communautaire entrepreneuriale consciente (ECEC). Rino Levesque, le concepteur de l'ECEC, défend les principes de l'école, alors que Mathieu Lang et Matthias Pepin y amènent chacun une critique. Pour Levesque, l'ECEC place la socialisation de l'enfant au cœur de problématiques socioéconomiques de la communauté où il évolue. Pepin réfléchit aux diverses finalités de l'éducation entrepreneuriale pour conclure que l'objectif de conscientisation de ce type d'éducation doit s'articuler autour d'une vision claire des finalités pédagogiques et d'une variation des liens entre le désir d'entreprise et le bien commun de la société. Finalement, Lang amène des considérations critiques à l'idée de l'ECEC : il souligne

¹² Linda Cardinal et Marie-Ève Hudon, *La gouvernance des minorités de langue officielle au Canada : une étude préliminaire*, Ottawa, Commissariat aux langues officielles, 2001.

¹³ Éric Forgues, « La gouvernance des communautés francophones en situation minoritaire et le partenariat avec l'État », *Politiques et Sociétés*, vol. 29, n° 1, 2010, p. 71-90.

que les besoins de l'élève se définissent bien au-delà de la logique entrepreneuriale. En réfléchissant au rôle de l'éducation, il conclut que le rôle de l'école est d'offrir à l'élève les balises nécessaires pour réfléchir de façon critique à la société dans laquelle il évolue. Bref, cet article permet de réfléchir non seulement à l'arrimage entre éducation et économie, mais à la place de l'éducation dans la construction identitaire des jeunes francophones.

Rachid Bagaoui s'inquiète du démantèlement des acquis sociaux de l'État providence (dont le « sens du collectif ») en contexte de néolibéralisme accrue. Il contraste l'économie néolibérale et l'économie solidaire pour mener une réflexion sur les obstacles à la mobilisation des francophones autour du coopératisme. Or, constate-t-il, dans le contexte actuel, la perspective de la résistance a été remplacée par une perspective vitaliste qui mise avant tout sur les acquis de la communauté et reprend certain des schèmes dominants de l'idéologie néolibérale, notamment la prise en charge de la communauté par elle-même. Comment, dans un discours optimiste, axé sur l'idée que « tout va bien », arriver à mobiliser les francophones? L'approche vitaliste, en effaçant la question de la lutte sociale et de la solidarité, participerait donc de la dépoliticisation des communautés francophones.

La perspective assurément sociale imposée par la problématique francophone impose presque inévitablement une formule conjointe. Quand vient le temps de réfléchir à l'économie, les chercheurs y pensent souvent en termes interdisciplinaires : économie et francophonie, économie et éducation, économie et gouvernance, économie et mouvements sociaux, économie et néolibéralisme. Comme quoi, l'économie ne saurait se réduire à de purs mécanismes d'échange de biens et de services.

Finalement, nous avons l'honneur de vous présenter un article de la doctorante Émilie Urbain, gagnante du premier concours jeunes chercheurs de l'Association des universités de la francophonie canadienne (AUFC) du Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne. Le concours a pour objectif d'exposer les étudiants de premier et deuxième cycle à une activité scientifique de haut calibre en plus de les intéresser à la recherche sur les communautés francophones nord-américaines, assurant ainsi une relève dans la production du savoir sur la francophonie. Urbain interroge le lien entre nomination et luttes identitaires au regard des luttes autour de la signification du terme « créole » pendant la guerre de Sécession américaine. À l'aide d'un corpus de journaux, elle étudie le rôle qu'a joué la langue et la race dans le déploiement de ces luttes pour la nomination d'un groupe en voie de différenciation.

Ce numéro ouvre plusieurs pistes pour réfléchir aux enjeux divers qui lient la francophonie et la socioéconomie. La francophonie y est présentée comme inscrite dans son temps, et ce, avec tous les avantages et les défis que le contexte actuel pose aux groupes minoritaires. La socialisation des francophones est abordée en lien avec l'économie, que ce soit en éducation ou en termes de gouvernance. Toujours est-il que l'économie inquiète. Elle devient, dans ces textes, un enjeu de lutte : critique du néolibéralisme, lutte idéologique pour l'accès à la modernité, lutte pour l'égalité réelle, lutte pour l'éducation. Et, en toile de fond, se glisse une vision d'une francophonie active, qui met à défi des visions trop polarisées de la francophonie comme ensemble social.

Références

- Abu-Laban, Yasmeen et Christina Gabriel, *Selling Diversity: Immigration, Multiculturalism, Employment Equity and Globalization*, Toronto, University of Toronto Press, 2002.
- Appadurai, Arjun, *Modernity at Large: Global Dimensions of Globalization*, Minneapolis University of Minnesota Press, 1996.
- Bagaoui, Rachid, Donald Dennie et Nérée St-Amand, « Développement économique communautaire en Ontario français : tour d'horizon et questions », *Reflets. Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire*, vol. 5, n° 1, 1999, p. 8-15.
- Breton, Raymond, « La communauté ethnique, communauté politique », *Sociologie et sociétés*, vol. 15, n° 2, 1983, p. 23-38.
- Cardinal, Linda et Marie-Ève Hudon, *La gouvernance des minorités de langue officielle au Canada : une étude préliminaire*, Ottawa, Commissariat aux langues officielles, 2001.
- Daigle, Jean, « Les Caisses populaires acadiennes : genèse de développement, 1930-1950 », *Communications historiques*, vol. 24, n° 1, 1989, p. 53-74.
- Dubois, Lise, Mélanie LeBlanc et Maurice Beaudin, « La langue comme ressource productive et les rapports de pouvoir entre communautés linguistiques », *Langage et société*, n° 118, 2006, p. 17-42.
- Forgues, Éric, « La gouvernance des communautés francophones en situation minoritaire et le partenariat avec l'État », *Politiques et Sociétés*, vol. 29, n° 1, 2010, p. 71-90.
- Forges, Éric, Sylvie Giraud et Mario Paris, « La revitalisation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada : le cas du Réseau de développement économique et d'employabilité », *Francophonies d'Amérique*, n° 22, 2006, p. 57-72.
- Gilbert, Anne et Marie Lefebvre, « Un espace sous tension : nouvel enjeu de la vitalité communautaire de la francophonie canadienne », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada*, Anjou, Fides, 2008, p. 27-72.

- Harvey, David, *Spaces of Global Capitalism: Towards a Theory of Uneven Geographical Development*, Brooklyn, Verso, 2006.
- Heller, Monica, « The Commodification of Language », *Annual Review of Anthropology*, vol. 39, 2010, p. 101-114.
- Heller, Monica et Normand Labrie, « Langue, pouvoir et identité : une étude de cas, une approche théorique, une méthodologie », *Discours et identités : la francité canadienne entre modernité et mondialisation*, Fernelmont, Éditions modulaires européennes, 2003, p. 9-39.
- Landry, Rodrigue, « Au-delà de l'école : le projet politique de l'autonomie culturelle », *Francophonies d'Amérique*, n° 26, 2008, p. 149-183.
- McLaughlin, Mireille, « Par la brèche de la culture : le Canada français et le virage culturel de l'État canadien, 1949-1963 », *Revue internationale d'études canadiennes*, n° 45-46, 2012, p. 141-161.
- Thériault, Joseph Yvon, « Acadie coopérative et développement acadien : contribution à une sociologie d'un développement périphérique et à ses formes de résistances », thèse de doctorat, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1981.
- Thériault, Joseph Yvon et Martin Meunier, « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada*, Anjou, Fides, 2008, p. 205-238.
- Welch, David, « Les Franco-Ontariens : la résistance comme mode de vie », *Reflets. Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire*, vol. 1, n° 1, 1995, p. 20-42.